



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

compagnies

Question écrite n° 10350

Texte de la question

M. René Couanau appelle l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les conséquences dramatiques pour les épargnants de l'absence de fonds de garantie en matière d'assurance vie. A la différence des banques où les épargnants sont couverts jusqu'à 400 000 francs de dépôt en cas de faillite, rien n'est actuellement prévu si une compagnie d'assurance vie dépose son bilan. Il lui demande donc quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour permettre aux détenteurs de contrats d'assurance vie de bénéficier des mêmes garanties que les titulaires de comptes dans une banque ou une société de Bourse.

Texte de la réponse

Lors des entretiens de l'assurance, il a été très clairement indiqué que le fait qu'aucune solution de place n'ait été apportée pour résoudre les problèmes d'Europavie et la situation insatisfaisante dans laquelle se trouvaient ses assurés devaient inciter le Gouvernement à en tirer les leçons pour améliorer le dispositif de protection des assurés. C'est dans ce cadre qu'une réflexion est en cours avec la profession de l'assurance, pour qu'à l'avenir des défaillances comparables à celle d'Europavie ne se reproduisent pas. Des projets de modification de la législation pourraient en découler à brève échéance.

Données clés

Auteur : [M. René Couanau](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (7^e circonscription) - Union pour la démocratie française

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 10350

Rubrique : Assurances

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 16 février 1998, page 781

Réponse publiée le : 1er juin 1998, page 3005